

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

13 FÉVRIER 1997

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 59 de la Constitution

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
REVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA
REFORME DES INSTITUTIONS (1)

PAR
M. Servais VERHERSTRAETEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce texte de l'article 59, amendé par le Sénat, au cours de sa réunion du 5 février 1997.

(1) Composition de la commission :

Présidente : Mme de T'Serclaes.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Tant, Van
Hecke, Verherstraeten.
P.S. MM. Demotte, Giet,
Meureau.
V.L.D. MM. Dewael, Lano, Ver-
snick.
S.P. MM. Delathouwer, Vanvelt-
hoven.
P.R.L.- MM. Maingain, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. Mme de T'Serclaes.
Vl. M. Lowie.
Blok
Agalev/M. Lozie.
Ecolo

B. — Suppléants :

MM. Brouns, De Crem, Moors, Van
Eetvelt, Van Parys.
MM. Eerdekens, Henry, Jans-
sens (Ch.), Moureaux.
MM. Chevalier, Daems, De Croo,
Verwilghen.
MM. Landuyt, Vandenbossche, Van
der Maelen.
MM. Duquesne, Michel, Simonet.
MM. Gehlen, Viseur (J.-J.).
MM. Annemans, Laeremans.
MM. Decroly, Viseur (J.-P.).

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Bourgeois.

Voir :

- 492 - 95 / 96 :

- N° 7 : Texte amendé par le Sénat.
- N° 8 : Amendements.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

13 FEBRUARI 1997

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 59 van de Grondwet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
HERZIENING VAN DE GRONDWET EN DE
HERVORMING VAN DE INSTELLINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Servais VERHERSTRAETEN

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de door de Senaat geamen-
deerde tekst van artikel 59 tijdens haar vergadering
van 5 februari 1997 besproken.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : Mevr. de T'Serclaes.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Tant, Van
Hecke, Verherstraeten.
P.S. HH. Demotte, Giet,
Meureau.
V.L.D. HH. Dewael, Lano, Ver-
snick.
S.P. HH. Delathouwer, Vanvelt-
hoven.
P.R.L.- HH. Maingain, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. Mevr. de T'Serclaes.
Vl. H. Lowie.
Blok
Agalev/H. Lozie.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, De Crem, Moors, Van
Eetvelt, Van Parys.
HH. Eerdekens, Henry, Jans-
sens (Ch.), Moureaux.
HH. Chevalier, Daems, De Croo,
Verwilghen.
HH. Landuyt, Vandenbossche, Van
der Maelen.
HH. Duquesne, Michel, Simonet.
HH. Gehlen, Viseur (J.-J.).
HH. Annemans, Laeremans.
HH. Decroly, Viseur (J.-P.).

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Bourgeois.

Zie :

- 492 - 95 / 96 :

- N° 7 : Tekst geamendeerd door de Senaat.
- N° 8 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU PREMIER MINISTRE

Le texte de l'article 59 de la Constitution, tel qu'adopté par la Chambre, soulevait plusieurs problèmes d'ordre technico-juridique, compromettant la signification que la Chambre avait voulu donner à cet article 59, révisé.

A cette fin, le Sénat a demandé l'avis des professeurs Franchimont et Traest qui ont cerné les problèmes suivants :

1. Le texte adopté par la Chambre stipulait d'une part, que l'autorisation de la Chambre est requise pour tous les actes de poursuite à l'encontre de parlementaires. D'autre part, la Chambre des représentants souhaitait qu'un parlementaire puisse être interrogé et confronté sans levée de son immunité et ce, à chaque stade de la poursuite, donc également par le juge d'instruction.

Or, un juge d'instruction ne peut ouvrir une enquête qu'après en avoir reçu la demande de la part du ministère public. La saisine du juge d'instruction constitue en effet, un acte de poursuite qui précède nécessairement l'interrogatoire et la confrontation par le juge d'instruction.

Le texte adopté par la Chambre donnait donc lieu à une situation absurde en ce sens qu'il fallait d'abord demander à la Chambre concernée la levée de l'immunité parlementaire en vue de la saisine du juge d'instruction. Cela est contraire à l'objectif poursuivi par le nouvel article 59 de la Constitution, tel que défini par la Chambre des représentants. Au fait, le texte permettait uniquement l'interrogatoire et la confrontation par le ministère public.

2. Un problème analogue se posait dans le cadre de la demande de non-lieu. La saisine du juge d'instruction constitue indéniablement un acte de poursuite. De plus, on se retrouve à nouveau dans la phase de l'instruction.

Tant le professeur Franchimont que le professeur Traest ont alors proposé de supprimer le critère « poursuite » et de le remplacer par d'autres critères, à savoir : « l'inculpation » et les « mesures de contrainte ». Ils ont également insisté pour que la mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée soit explicitement exclue dans le texte de l'article 59 de la Constitution.

Le Sénat voulait en outre étendre le critère « consentement » qui se retrouve dans le projet de l'article 59 de la Constitution, tel que transmis par la Chambre.

Cette proposition visait à éviter que la justice ne doive demander la levée de l'immunité avant de pouvoir poser certains actes pour lesquels l'intéressé a marqué son accord. Cela signifie concrètement que les actes suivants peuvent être posés, moyennant l'autorisation de l'intéressé : interrogatoire et con-

I. — INLEIDING DOOR DE EERSTE MINISTER

De door de Kamer aangenomen tekst van artikel 59 van de Grondwet deed een aantal juridisch-technische problemen rijzen waardoor de betekenis die de Kamer had willen geven aan het herziene artikel 59 van de Grondwet, werd uitgehold.

De Senaat heeft daarover het advies gevraagd van de professoren Franchimont en Traest. Kort samengevat stipten zij de volgende problemen aan :

1. De door de Kamer aangenomen tekst bepaalde enerzijds dat geen parlements lid kan worden vervolgd dan met verlof van de betrokken Kamer. Anderzijds wenste de Kamer dat een parlements lid kan worden ondervraagd en geconfronteerd met getuigen in elk stadium van de vervolging, dus ook door de onderzoeksrechter, en dit zonder opheffing van de parlementaire onschendbaarheid.

Een onderzoeksrechter kan evenwel pas een onderzoek instellen na daartoe te zijn gevorderd door het openbaar ministerie : die adiëring van de onderzoeksrechter is op zich reeds een daad van vervolging die noodzakelijkerwijs de ondervraging en confrontatie door de onderzoeksrechter voorafgaat.

De door de Kamer aangenomen tekst gaf bijgevolg aanleiding tot de paradoxale situatie dat men eigenlijk eerst aan de betrokken Kamer de opheffing van de parlementaire onschendbaarheid moet vragen met het oog op het adiëren van de onderzoeksrechter. Dat is strijdig niet de bedoeling van het nieuwe artikel 59 van de Grondwet zoals het door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd uitgewerkt. In feite maakte de tekst enkel de ondervraging en confrontatie door het openbaar ministerie mogelijk.

2. Een soortgelijk probleem deed zich voor bij de vordering tot buitenvervolginstelling. De adiëring van het onderzoeksgerecht is onmiskenbaar een daad van vervolging. Bovendien bevindt men zich hier opnieuw in de fase van het gerechtelijk onderzoek.

Beide professoren stelden daarop voor het criterium « vervolging » te laten vallen en te werken met andere criteria zijnde de « in verdenkingstelling » en het begrip « dwangmaatregelen ». Zij drongen er ook op aan om uitdrukkelijk in de tekst van artikel 59 van de Grondwet zelf het instellen van de strafvordering door de benadeelde partij uit te sluiten.

De Senaat wilde tevens het criterium van de « toestemming », dat terug te vinden is in het door de Kamer overgezonden ontwerp van artikel 59 van de Grondwet, verder doortrekken.

Aldus wou men vermijden dat het gerecht de opheffing van de onschendbaarheid zou moeten vragen voor het stellen van een aantal daden waarvoor de betrokkene zijn toestemming geeft. Concreet betekent zulks dat mogelijk zijn, met instemming van de betrokkene : de vrijwillige ondervraging en confron-

frontation; perquisition et saisie dans le cadre d'une telle perquisition.

Un régime spécifique a été élaboré pour les mesures de contrainte requérant l'ordre d'un juge. Ce critère vise à définir les mesures coercitives pour lesquelles l'intéressé ne veut ou ne peut donner son autorisation et pour lesquelles il faut donc l'intervention d'un juge.

Ces mesures sont le mandat d'amener, le mandat de perquisition, une saisie dans le cadre d'une perquisition sans le consentement de l'intéressé, le repérage d'appels et les écoutes téléphoniques, ainsi que l'exploration corporelle.

Pour ces mesures de contrainte, les sénateurs ont jugé inutile d'appliquer à l'immunité parlementaire le règlement prévu dans la loi portant exécution temporaire et partielle de l'article 103 de la Constitution, qui a entre-temps été adoptée par la Chambre.

Ainsi, l'alinéa deux de l'article 59 de la Constitution, proposé, stipule que de telles mesures de contrainte ne peuvent être ordonnées que par le premier président de la Cour d'appel, à la demande du juge compétent. Cette décision est ensuite communiquée au président de la Chambre concernée. De plus, ce président doit assister à la perquisition ou à la saisie.

L'autorisation de la Chambre est toutefois requise pour l'inculpation, cette notion étant définie dans les dispositions transitoires par analogie avec le projet de loi relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction (Doc. n° 857/1).

L'autorisation de la Chambre est également requise pour « l'arrestation ». Le mot « arrestation » a été retenu et non celui de « privation de liberté » afin d'indiquer que l'arrestation administrative que la police peut effectuer dans le cadre de ses missions de police administrative ne relève pas du régime de l'article 59 de la Constitution et ce, conformément au texte actuel.

L'alinéa quatre stipule que seuls le ministère public et les fonctionnaires compétents peuvent engager la poursuite à l'encontre de parlementaires et ce, conformément à la suggestion des professeurs.

L'alinéa cinq a fait l'objet d'une adaptation technique afin de le mettre en conformité avec les alinéas précédents.

Le texte ne se limite pas au « plus petit commun diviseur » et dans cette optique, il a certainement ses mérites.

Le texte actuel, et compte tenu du fait que celui-ci a dégagé une majorité de deux tiers au Sénat, marque un important pas en avant. Actuellement, le parlement est associé beaucoup trop tôt à la procédure judiciaire. Le nouveau texte présente l'avantage

tat, de huiszoeking met toestemming en de inbeslagname in het kader van een dergelijke huiszoeking.

Voor « dwangmaatregelen waarvoor het bevel van een rechter is vereist » werd een aparte regeling uitgewerkt. Met dat criterium wil men die dwangmaatregelen aanduiden waarvoor de betrokkene geen toestemming wil of kan verlenen en waarvoor bijgevolg een rechter moet tussenkomen.

Bedoeld worden hier het bevel tot medebrenging, het bevel tot huiszoeking, een inbeslagname in het kader van een huiszoeking zonder toestemming, het opsporen van telefonische mededelingen, het afluisteren van telefoongesprekken evenals het onderzoek aan het lichaam.

Voor die dwangmaatregelen hebben de senatoren het wijs geacht om de regeling van de ondertussen door de Kamer aangenomen wet houdende tijdelijke en gedeeltelijke uitvoering van artikel 103 van de Grondwet, parallel toe te passen op de parlementaire onschendbaarheid.

Aldus bepaalt het tweede lid van het voorgestelde artikel 59 van de Grondwet, dat dergelijke dwangmaatregelen enkel kunnen bevolen worden door de eerste voorzitter van het hof van beroep op verzoek van de bevoegde rechter. Deze beslissing wordt aan de voorzitter van de betrokken Kamer medegedeeld. Bovendien moet deze voorzitter aanwezig zijn bij de huiszoeking of de inbeslagname.

Verlof van de Kamer is wel vereist voor de invorderingstelling, waarbij deze notie in de overgangsbepalingen wordt gedefinieerd zoals in het wetsontwerp tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek (Stuk n° 857/1), en voor de verwijzing naar of de rechtstreekse dagvaarding voor een hof of een rechtbank.

Verlof van de betrokken Kamer is eveneens vereist voor de « aanhouding ». De term « aanhouding » werd verkozen boven de term « vrijheidsberoving » om aldus duidelijk te maken dat de administratieve aanhouding, die door de politie kan worden verricht in het kader van haar taken van administratieve politie, niet onder de regeling van artikel 59 van de Grondwet valt en dit conform de huidige tekst.

Het vierde lid bepaalt dat enkel het openbaar ministerie en de bevoegde ambtenaren de vervolging tegen parlementsliden kunnen instellen, en dit op suggestie van de professoren.

Het vijfde lid is enkel technisch aangepast aan de vorige leden.

De tekst die nu voorligt gaat heel wat verder dan de kleinste gemene deler en is in dit opzicht zeker toe te juichen.

De huidige tekst, met de 2/3 meerderheid die daar rond in de Senaat behaald is, is een belangrijke stap vooruit. Vandaag wordt het parlement immers veel te vroeg betrokken in een gerechtelijke procedure. De nieuwe tekst biedt het voordeel dat zowel het opspo-

que l'information et l'instruction peuvent se faire sans l'intervention de la Chambre concernée.

II. — DISCUSSION

M. Vanvelthoven présente un amendement n° 8 qui tend à supprimer le terme « inculpé » au premier alinéa de l'article (Doc. n° 492/8). Il dépose un second amendement n° 9 qui tend à supprimer la disposition transitoire (Doc. n° 492/8).

Suite à l'exposé introductif du premier ministre, *un membre* est d'avis que si ces amendements sont justifiés sur le plan de la rationalité, ils ne peuvent l'emporter sur la réalité. Leur adoption entraînerait une nouvelle navette et ne permettrait pas d'arriver rapidement à une solution. Ils sont en conséquence retirés.

MM. Dewael et Lano déposent un amendement n° 10 visant à la suppression de cet article (Doc. n° 492/8). *Un des auteurs* rappelle que son groupe est partisan de cette suppression au motif qu'un parlementaire doit être traité comme n'importe quel autre citoyen. Il n'existe aucune raison pour lui accorder un régime spécifique. Au cas où cet amendement ne devait pas être retenu, il présente avec *M. Dewael* un amendement n° 11 qui tend à remplacer le texte amendé par le Sénat par la mise en place d'une autre procédure allant beaucoup plus loin (Doc. n° 492/8). Ainsi, l'autorisation de la Chambre ne serait requise qu'en cas de privation de liberté. L'adoption d'un tel amendement apporterait beaucoup plus de clarté vis-à-vis de l'opinion publique, surtout à la lumière des derniers événements qui se sont déroulés au sein du Parlement wallon.

Un membre, tout en reconnaissant l'utilité des amendements adoptés par le Sénat, craint qu'un mécanisme trop compliqué n'ait été mis en place. Il fait par ailleurs remarquer que la réflexion faite par la Chambre et celle émise par le Sénat se situent à des moments différents dans l'élaboration de la jurisprudence relative aux dernières affaires.

Cela étant, son observation porte principalement sur le fait que dorénavant pour pouvoir inculper un parlementaire, le pouvoir judiciaire doit demander l'autorisation de l'Assemblée. Une disposition transitoire définit la notion d'« inculpation » par ces termes : « *Le juge d'instruction procède à l'inculpation de toute personne contre laquelle existent des indices sérieux de culpabilité.* » A l'occasion d'une demande de levée d'immunité, on pourrait reprocher à un magistrat instructeur de ne pas avoir procédé à l'inculpation suffisamment tôt. Ce débat a d'ailleurs déjà eu lieu devant certaines assemblées. Il prend l'exemple d'interrogatoires et de confrontations qui auraient entraîné des indices sérieux de culpabilité. Cepen-

rings- als het gerechtelijk onderzoek kunnen geschieden zonder tussenkomst van de betrokken Kamer.

II. — BESPREKING

De heer Vanvelthoven dient een amendement (n° 8) in, dat ertoe strekt in het eerste lid van het artikel de woorden « in verdenking worden gesteld, » weg te laten (Stuk n° 492/8). Hij dient een tweede amendement (n° 9) in, dat ertoe strekt de overgangsbepaling weg te laten (Stuk n° 492/8).

Gelet op de inleidende uiteenzetting van de eerste minister, vindt *een lid* die amendementen weliswaar rationeel verantwoord, maar de werkelijkheid behoort ter zake toch de bovenhand te halen. Mochten die amendementen worden aangenomen, dan moet het voorstel opnieuw naar de Senaat, wat een snelle oplossing uitsluit. De amendementen worden dan ook ingetrokken.

De heren Dewael en Lano dienen een amendement (n° 10) in, dat ertoe strekt dit artikel weg te laten (Stuk n° 492/8). *Een van de indieners* herinnert eraan dat zijn fractie voor die weglating is, aangezien een parlamentslid net dezelfde behandeling moet krijgen als iedere andere burger. Er is geen enkele reden waarom voor hem een speciale regeling zou moeten gelden. Voor het geval dit amendement niet zou worden aangenomen, dient hij samen met de heer Dewael een amendement (n° 11) in, dat ertoe strekt de door de Senaat geamendeerde tekst te vervangen door de invoering van een andere procedure, die veel verder gaat (Stuk n° 492/8). In dat geval zou het verlot van de Kamer alleen in geval van vrijheidsberoving vereist zijn. Mocht dit amendement worden aangenomen, dan zou dat een en ander veel duidelijker maken, vooral in het licht van de jongste gebeurtenissen in het Waalse parlement.

Een lid wil het nut van de in de Senaat aangenomen amendementen niet in twijfel trekken; toch vreest hij dat een veel te ingewikkelde regeling werd uitgewerkt. Overigens merk hij op dat het denkwerk van de Kamer en dat van de Senaat hebben plaatsgevonden op verschillende tijdstippen in de uitwerking van de rechtspleging betreffende de jongste affaires.

De spreker heeft vooral bedenkingen bij het feit dat de rechterlijke macht voortaan aan de assemblee verlot moet vragen om een parlamentslid in verdenking te stellen. Een overgangsbepaling omschrijft het begrip « inverdenkingstelling » als volgt : « *De onderzoeksrechter gaat over tot de inverdenkingstelling van elke persoon tegen wie ernstige aanwijzingen van schuld bestaan* ». Bij een verzoek om opheffing van de parlementaire onschendbaarheid zou men een met het onderzoek belaste magistraat kunnen aanwrijven dat hij niet vroeg genoeg is overgegaan tot de inverdenkingstelling. Dat knelpunt heeft in sommige assemblees overigens al aanleiding gegeven tot discussie. Het lid haalt het voorbeeld aan van

dant, aucune demande d'inculpation ne serait introduite.

Cette procédure peut-elle être considérée comme valable ? Le membre rappelle également que la notion d'inculpation qui est définie dans la disposition transitoire n'existe actuellement pas dans le Code d'instruction criminelle.

Devant cette situation, il annonce qu'il s'abstiendra lors du vote et qu'il demandera qu'une réflexion soit menée au sein de son groupe. Dans les faits, il ne souhaite pas que le système de l'immunité parlementaire soit rebloqué en disant que même avant un interrogatoire, les indices sont déjà tellement sérieux que l'autorisation de l'Assemblée doit être demandée.

A la Chambre, la philosophie avait été de ne demander l'autorisation de l'Assemblée que si on souhaitait aller plus loin (arrestation ou renvoi devant la juridiction de fond). Si le Sénat a apparemment aussi suivi cette philosophie, la disposition transitoire qu'il a adoptée renverse cependant cette logique puisque dès que le juge d'instruction dispose d'indices sérieux, il doit demander l'autorisation. Une lettre manuscrite mettant en cause un parlementaire constitue-t-elle un indice sérieux qui doit entraîner l'inculpation avant tout interrogatoire ? Au vu de son expérience comme membre de la commission des poursuites et des commissions spéciales (article 103 de la Constitution), cette disposition transitoire va ouvrir le champ à des débats de procédure infinis.

A la limite, un parlementaire aurait tout intérêt à se laisser interroger malgré la présence d'indices sérieux pour pouvoir invoquer la nullité de la procédure au motif que l'inculpation a été demandée trop tardivement.

Vu l'importance de cette remarque, *le premier ministre* rappelle les différents stades d'adoption du texte actuel.

Tout d'abord, le texte adopté par la Chambre permettait l'interrogatoire, la confrontation ainsi que les actes pour lesquels un consentement était donné. Contrairement à l'intention de la Chambre, il est apparu au Sénat que la formulation retenue ne permettait pas l'interrogation ou la confrontation par un juge d'instruction vu que la désignation d'un juge d'instruction constitue un acte de poursuite. Le Sénat a considéré qu'il fallait revenir à l'idée selon laquelle le juge d'instruction peut interroger et confronter. Entretemps, la loi du 17 décembre 1996 portant exécution temporaire et partielle de l'article 103 de la Constitution est intervenue et on a essayé de trouver une solution similaire. L'idée est ainsi apparue de retenir la notion d'inculpation telle qu'elle figure dans le projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de

ondervragingen en confrontaties die ernstige aanwijzingen van schuld aan het licht brengen. Ter zake zou echter geen verzoek tot inverdenkingstelling ingediend worden.

Kan die procedure als geoorloofd worden aangemerkt ? Het lid wijst er tevens op dat het in de overgangsbepaling omschreven begrip « inverdenkingstelling » nog niet is opgenomen in het Wetboek van Strafvordering.

Bijgevolg zal hij zich bij de stemming onthouden en zijn fractie verzoeken de hele zaak grondig te analyseren. Hij wenst niet dat de regeling van de parlementaire onschendbaarheid opnieuw vastloopt door de bewering dat, zelfs vóór een ondervraging, de aanwijzingen reeds dermate zwaarwichtig zijn dat de assemblee moet worden verzocht verlof tot inverdenkingstelling te verlenen.

In de Kamer was men er veeleer voorstander van om slechts het verlof van de assemblee te vragen indien men verder wenste te gaan (aanhouding of verwijzing naar de feitenrechter). Hoewel de Senaat kennelijk dezelfde redenering volgde, is daar niets meer van te merken in de aangenomen overgangsbepaling luidens welke de onderzoeksrechter het verlof (tot inverdenkingstelling) moet vragen zodra er ernstige aanwijzingen van schuld bestaan. Is een met de hand geschreven brief waarin een parlamentslid in opspraak wordt gebracht een ernstige aanwijzing die vóór iedere ondervraging of vanaf de eerste ondervraging de inverdenkingstelling met zich moet brengen ? Als lid van de commissie voor de Vervolgingen en van de bijzondere commissies (artikel 103 van de Grondwet) weet het lid uit ervaring dat die overgangsbepaling aanleiding zal geven tot oeverloze proceduredebatten.

Op de keper beschouwd zou een parlamentslid er alle belang bij hebben te worden ondervraagd, ook al bestaan er zwaarwichtige aanwijzingen, zodat hij de nietigheid van de procedure kan invoeren op grond van het feit dat de inverdenkingstelling te laat werd aangevraagd.

Gelet op het belang van die opmerking, herinnert *de eerste minister* aan de opeenvolgende wijzigingen van de voorliggende tekst.

Aanvankelijk maakte de door de Kamer aangenomen tekst ondervragingen en confrontaties mogelijk, alsook daden waarvoor toestemming was gegeven. In de Senaat is echter gebleken dat de gekozen formulering, in tegenstelling tot de wil van de Kamer, geen ondervraging of confrontatie door een onderzoeksrechter mogelijk maakt; de aanstelling van een onderzoeksrechter is immers een daad van vervolging. De Senaat vond dat moest worden teruggekeerd naar het uitgangspunt dat de onderzoeksrechter ondervragingen en confrontaties kan laten doorgaan. Inmiddels kwam er de wet van 17 december 1996 houdende tijdelijke en gedeeltelijke uitvoering van artikel 103 van de Grondwet en heeft men geprobeerd een soortgelijke oplossing uit te werken. Zo kwam men ertoe het begrip « inverdenkingstelling », zoals dat is opgenomen in het wetsontwerp tot verbe-

l'instruction (Doc. n° 857/1) et de la reprendre dans une disposition transitoire vu qu'elle n'existe actuellement pas.

Lorsque ce projet de loi sera adopté, la disposition transitoire tombera. Si le projet de loi est amendé, ce sera le texte voté qu'il y aura lieu de retenir. Pour le professeur Franchimont, la notion d'inculpation n'a aucune résonnance stigmatisante mais permet l'ouverture des droits de la défense.

Le problème qui subsiste est de savoir comment le système mis en place évoluera. Le premier ministre a attiré l'attention des sénateurs sur le fait que cette procédure poussera le juge d'instruction à retarder le plus possible l'inculpation et le parlementaire concerné tentera également de l'éviter. D'un autre côté, le parlementaire ne disposera pas des droits de la défense qu'il aurait eu en cas d'inculpation.

En conclusion, le premier ministre plaide pour l'adoption du texte retenu par le Sénat vu le progrès qu'il a permis d'enregistrer par rapport au texte voté par la Chambre.

Le même membre est d'avis que l'idée que le texte adopté par le Sénat constitue un progrès est une idée en trompe-l'œil.

Le fait que le juge d'instruction puisse mener un interrogatoire correspond à la logique voulue par la Chambre même si le Sénat a affiné le texte sur un plan juridique.

En outre, le Sénat a introduit la notion d'« inculpation », notion dont le contenu n'a pas encore été abordé en commission de la Justice.

Outre les observations qu'il a déjà formulées, l'orateur fait remarquer que le texte du Sénat permettra de dire que les droits de la défense n'ont pas pu être exercés car l'inculpation n'a pas été demandée.

Il relève aussi qu'un système particulier est instauré par rapport au citoyen ordinaire puisqu'il faut venir devant une Assemblée pour pouvoir inculper. A tout moment, le débat pourra porter sur la question de savoir si le magistrat n'a pas trop attendu avant d'inculper et si de la sorte, il n'a pas posé des actes qui nécessitaient la levée de l'immunité. Par le texte adopté au Sénat, il ne souhaite pas que la porte soit ouverte sur une discussion de la validité de la procédure avant la levée de l'immunité.

Le premier ministre fait remarquer que le problème ne se pose pas par rapport aux actes que le juge d'instruction peut poser puisque seule l'arrestation n'est pas possible. Ces actes ont dès lors été valable-

ment de la strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek (Stuk n° 857/1), te behouden en op te nemen in een overgangsbepaling. Momenteel bestaat dat begrip immers nog niet.

Zodra het wetsontwerp zal zijn goedgekeurd, vervalt de overgangsbepaling. Mocht het wetsontwerp geamendeerd worden, dan dient de aangenomen tekst behouden te worden. Voor professor Franchimont heeft het begrip « in verdenkingstelling » helemaal geen stigmatiserende bijklank. Integendeel, vanaf dat ogenblik gaan de rechten van de verdediging in.

Wel blijft het de vraag hoe de ingestelde regeling verder zal evolueren. De eerste minister heeft er de senatoren op gewezen dat die procedure de onderzoeksrechter ertoe zal aanzetten de in verdenkingstelling zolang mogelijk uit te stellen. Van zijn kant zal het betrokken parlementslid ze proberen te ontwijken. Maar in dat geval beschikt het parlementslid niet over de rechten van de verdediging waarop hij aanspraak zou kunnen maken bij een in verdenkingstelling.

Tot besluit houdt de eerste minister een pleidooi voor de goedkeuring van de door de Senaat aangenomen tekst, aangezien die meer oplevert dan de tekst die in de Kamer werd goedgekeurd.

Hetzelfde lid vindt dat de opvatting als zou de door de Senaat aangenomen tekst een vooruitgang betekenen, steunt op gezichtsbedrog.

Dat de onderzoeksrechter ondervragingen kan houden, stemt overeen met de door de Kamer gewilde logica, ook al heeft de Senaat de tekst juridisch bijgeschaafd.

Bovendien maakt de Senaat gebruik van het begrip « in verdenkingstelling ». De commissie voor de Justitie heeft zich echter nog niet over de inhoud van dat begrip gebogen.

Naast de opmerkingen die hij reeds heeft geformuleerd, merkt de spreker op dat op grond van de tekst van de Senaat kan worden gesteld dat de rechten van de verdediging niet konden worden uitgeoefend omdat de in verdenkingstelling niet werd gevraagd.

Hij stipt ook aan dat aldus een bijzondere regeling wordt ingesteld, die verschilt van die welke geldt voor de gewone burger, omdat een zaak moet worden voorgelegd aan een assemblee wil iemand in verdenking kunnen worden gesteld. Op elk ogenblik kan worden opgeworpen dat de magistratuur te lang heeft getalend alvorens over te gaan tot de in verdenkingstelling en hij derwijze daden heeft verricht die de opheffing van de onschendbaarheid vereisen. Het lid hoopt dat de tekst van de Senaat geen aanleiding geeft tot een discussie over de geldigheid van de procedure vóór de opheffing van de onschendbaarheid.

De eerste minister merkt op dat de daden die de onderzoeksrechter mag stellen geen probleem opleveren omdat alleen aanhouding niet mogelijk is. Die daden werden dus rechtsgeldig verricht. Alles draait

ment accomplis. Le problème se pose plus en termes d'ouverture des droits de la défense.

Le même intervenant confirme que le parlementaire concerné pourra faire valoir que lors des actes qui ont été posés (interrogatoire, confrontation), il n'a pas reçu un certain nombre de droits pour se défendre et qu'en plus, le magistrat n'est pas passé par un acte de procédure spécifique à savoir la demande de levée d'immunité.

En conséquence, si l'orateur ne dit pas que ces actes ne sont pas valables sur le plan de la procédure constitutionnelle, ils ne pourront pas être considérés comme valables sur le plan de la procédure pénale.

Estimant dès lors que cette notion d'« inculpation » n'a pas sa place dans la Constitution, il dépose avec d'autres membres un amendement n° 12 qui vise à supprimer ce terme ainsi qu'un amendement n° 13 avec M. Lano, qui tend à supprimer la disposition transitoire (Doc. n° 492/8).

Un des co-signataires de l'amendement n° 12, ne peut comprendre la logique selon laquelle il faut demander l'autorisation d'une Assemblée pour que l'octroi des droits de la défense puisse se faire. La Chambre doit dès lors faire un pas supplémentaire en supprimant la notion d'« inculpation ». La disposition transitoire devra en ce cas également être rejetée.

Craignant d'arriver à une impasse, *le premier ministre* demande qu'aucune modification ne soit apportée au texte adopté par le Sénat.

Un membre remarque que l'on lie le contenu de la notion « inculpation » à une notion qui dans le temps, sera ultérieurement précisée et qui entraînera à ce moment la suppression de la disposition transitoire.

Un tel système est difficilement défendable. D'un autre côté, il souhaite éviter une navette d'autant plus que le projet de loi en question est actuellement en discussion à la Chambre.

Le premier ministre fait valoir qu'il a plaidé au Sénat pour que si on souhaitait retenir cette notion on dispose qu'elle soit précisée « telle qu'elle est définie dans la loi ». Même si cette notion recevait un caractère vague pour une courte période, cette solution était plus correcte, d'un point de vue constitutionnel. Les sénateurs ont néanmoins voulu l'inscrire immédiatement dans la Constitution.

Un autre membre fait observer qu'il aurait dans ce cas été préférable de prévoir la définition dans la loi plutôt que dans le Code d'instruction criminelle car que se passera-t-il si cette notion n'est pas définie dans le Code d'instruction criminelle ?

Un autre intervenant encore estime que si ce texte n'est pas un texte idéal, il permet néanmoins d'engranger des progrès. Lors de l'examen du projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, la question

veeleer om het tijdstip waarop de rechten van de verdediging ingaan.

Dezelfde spreker bevestigt dat als een parlamentslid zich in die situatie bevindt, hij zal kunnen opwerpen dat hij bij het stellen van die daden (verhoor, confrontaties) een aantal rechten te zijner verdediging niet heeft kunnen laten gelden en dat de magistraat bovendien geen bijzondere procedure heeft gevolgd, namelijk de vraag tot opheffing van de onschendbaarheid.

De spreker beweert bijgevolg dat deze daden weliswaar constitutioneel rechtsgeldig zijn, maar op het stuk van de strafrechtspleging zullen ze niet als rechtsgeldig aangemerkt kunnen worden.

Daar het begrip « inverdenkingstelling » volgens hem dus niet in de Grondwet thuishoort, dient hij samen met andere leden een amendement n° 12 in, dat ertoe strekt dat begrip weg te laten, alsook samen met de heer Lano een amendement n° 13, dat ertoe strekt de overgangsbepaling weg te laten (Stuk n° 492/8).

Een van de mede-ondertekenaars van amendement n° 12, begrijpt de logica niet als zou aan een assemblee verlof moeten worden gevraagd om de rechten van de verdediging te kunnen laten gelden. De assemblee moet dus een bijkomende stap zetten en het begrip « inverdenkingstelling » weglaten. In dat geval moet ook de overgangsbepaling worden geschrapt.

De eerste minister vreest in een patstelling terecht te komen en vraagt de tekst van de Senaat ongewijzigd te laten.

Een lid merkt op dat de inhoud van het begrip « inverdenkingstelling » in verband wordt gebracht met een begrip dat later zal worden gepreciseerd en dat dan de weglating van de overgangsbepaling tot gevolg zal hebben.

Een dergelijke regeling is moeilijk verdedigbaar. Anderzijds wil hij voorkomen dat het ontwerp — zeker nu het in de Kamer besproken wordt — telkens van de ene assemblee naar de andere wordt verwezen.

De eerste minister merkt op dat hij er in de Senaat voor heeft gepleit om, als het de bedoeling was dat begrip te handhaven, de precisering « zoals die bij wet wordt bepaald » aan de tekst toe te voegen. Zelfs al kreeg dat begrip voor een korte tijd een wat vage invulling, dan nog zou dat uit grondwettelijk oogpunt een betere oplossing zijn geweest. De senatoren wilden desondanks dat begrip meteen in de Grondwet laten opnemen.

Een ander lid merkt op dat het ter zake beter ware geweest het begrip te omschrijven in de wet, in plaats van in het Wetboek van Strafvordering; wat staat immers te gebeuren als het Wetboek van Strafvordering dat begrip niet omschrijft ?

Nog een andere spreker is van mening dat, ook al is deze tekst niet ideaal, hij toch concreet vorm geeft aan de geboekte vooruitgang. Tijdens de bespreking van het wetsontwerp tot verbetering van de strafrechtpleging in het stadium van het opsporingson-

se posera de savoir à quel moment l'inculpation interviendra. Vis-à-vis du citoyen ordinaire comme vis-à-vis du parlementaire naîtra le problème du pouvoir discrétionnaire du juge d'instruction.

Le premier ministre rappelle qu'au Sénat, il a attiré l'attention sur le fait que l'inculpation faisait partie de l'instruction et relevait dès lors du secret de l'instruction. Ce n'est pas un acte public. Dès le moment où pour pouvoir inculper, il faut demander la levée d'immunité, on met le dossier sur la place publique. On assistera à un débat public à un moment où le dossier est encore couvert par le secret de l'instruction.

Votre rapporteur est d'avis que puisque la demande de levée de l'immunité entraînera la publicité de l'affaire, le pouvoir judiciaire a tout intérêt à retarder cette demande afin qu'aucune fuite ne soit possible.

Un membre se demande sur quelle base une Assemblée va statuer pour estimer qu'il y a lieu de lever l'immunité. Un débat politique ou juridique va-t-il avoir lieu pour apprécier s'il existe des indices sérieux ou non ? Quel sera l'impact d'un tel débat sur l'opinion publique ? En conséquence, il annonce qu'il s'abstiendra lors du vote de cet article.

III. — VOTES

Les amendements n^{os} 10 et 11 de MM. Dewael et Lano sont successivement rejetés par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n^o 12 de M. Reynders et consorts est rejeté par 8 voix contre 4 et une abstention.

En conséquence, l'amendement n^o 13 de MM. Reynders et Lano est retiré.

L'article est adopté par 9 voix contre une et 3 abstentions.

Le rapporteur,

La présidente,

S. VERHERSTRAETEN

N. de T'SERCLAES

derzoek en het gerechtelijk onderzoek zal de vraag rijzen op welk tijdstip iemand in staat van beschuldiging moet worden gesteld. Zowel voor de gewone burger als voor de parlementariër zal het probleem inzake de discretionaire bevoegdheid van de onderzoeksrechter opduiken.

De eerste minister brengt in herinnering dat hij in de Senaat de aandacht heeft gevestigd op het feit dat de inverdenkingstelling een onderzoeksdaad is en dat daarvoor bijgevolg het onderzoeksgeheim geldt. Het is geen openbare daad. Wanneer iemand pas na een verzoek tot opheffing van zijn onschendbaarheid in verdenking kan worden gesteld, krijgt het dossier rechtbaarheid. Dan komt er een openbaar debat op een ogenblik dat voor het dossier het onderzoeksgeheim nog geldt.

Aangezien de opheffing van de onschendbaarheid de zaak in de openbaarheid brengt, is *uw rapporteur* van oordeel dat de rechterlijke macht er alle belang bij heeft om dat verzoek te verdagen, om wat voor lek ook te voorkomen.

Een lid vraagt zich af op welke grond een assemblee zal bepalen of het nodig is iemands onschendbaarheid op te heffen. Volgt dan een politiek of juridisch debat om na te gaan of er voor zo'n opheffing al dan niet zwaarwichtige aanwijzingen bestaan ? Hoe zal zo'n debat bij de publieke opinie overkomen ? Bijgevolg kondigt hij aan dat hij zich zal onthouden bij de stemming over dit artikel.

III. — STEMMINGEN

De amendementen n^{rs} 10 en 11 van de heren Dewael en Lano worden achtereenvolgens verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n^o 12 van de heer Reynders c.s. wordt verworpen met 8 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

Amendement n^o 13 van de heren Reynders en Lano wordt dientengevolge ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

De rapporteur,

De voorzitter,

S. VERHERSTRAETEN

N. de T'SERCLAES